

## Vu des États-Unis : les nationalisations, une maladie inscrite dans l'ADN des Français



Nationaliser une entreprise privée en difficulté la transforme en entité politique et rend impossible tout licenciement. Et pourtant, les Français y sont favorables à plus de 30% pour Peugeot, et Arnaud Montebourg propose de nationaliser ArcelorMittal...

Avec Wolf Richter

En France, le socialisme n'est pas un mouvement politique ayant remporté les élections cette année, et il n'est pas une philosophie politique revenue sur le devant de la scène : il est un fragment de l'ADN d'une partie de la population. Et il engendre des réactions réflexes typiques face à la morosité économique ambiante – telle que la nationalisation du chancelant constructeur automobile Peugeot.

Les constructeurs automobiles français sont pris dans une spirale mortelle, au milieu un marché en panne. En octobre, les ventes d'automobiles ont chuté de 7,8% par rapport à l'année précédente, chute qui atteint un **dramatique 15,8%** lorsqu'on prend en compte les deux jours de vente supplémentaires d'octobre (23 au lieu de 21). Depuis le début de l'année 2012, les ventes ont chuté de 13,3%.

PSA Peugeot Citroën a perdu 5% ce mois-ci et 17,2% cette année. Sa filiale captive financière, Banque PSA Finance, a été renflouée par le contribuable la semaine dernière à hauteur de 5 à 7 milliards d'euros. D'autres sauvetages sont à venir. Des mises à pied se profilent à l'horizon, mais la résistance politique est énorme, et il pourrait s'avérer impossible de ramener la capacité de PSA à la réalité.

Renault a coulé. Les ventes d'octobre ont piqué du nez à un catastrophique - 26,4%, avec un déclin général de 20,5% cette année. Tous les espoirs reposent sur l'arrivée de sa voiture miracle, la nouvelle Clio 4, qui ne stimulerait pas seulement les ventes de Renault mais le *marché entier*. Bonne chance. Dans quelques jours, l'entreprise entamera des discussions avec les syndicats au sujet des moyens pour améliorer la « compétitivité » - et chacun sait ce que cela signifie pour les travailleurs malchanceux.

Le tueur ? En octobre, les marques françaises prises dans leur ensemble ont plongé de 15,2%... mais les marques étrangères ont *grimé* de 2,5%. Sur l'année, le marché a perdu 13,3%, un chiffre atroce, mais PSA perd 17,2% et Renault 20,5%. Elles se font tuer à la maison ! **Vous pouvez blâmer le gouvernement ou la crise de la dette ou le temps qu'il fait comme étant responsable du marché en décomposition, mais si votre part de marché est en chute libre, vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous-même – et si vous ne réglez pas le problème, vous devenez insignifiant.**

D'où l'ingénieuse idée d'interroger les Français sur ce qu'ils pensent de **nationaliser Peugeot**. Pas la sauver. Pas la ressusciter d'une faillite annoncée, comme les États-Unis l'ont fait avec General Motors. La nationaliser directement. Cela transformerait le constructeur en entité politique. Les licenciements deviendraient impossibles. Tout comme le succès. Et l'ADN français a parlé :

**Au total, 56,7% des sondés se prononcent pour la nationalisation ou sont sans opinion (32,2% et 24,5%). Seuls 43,3% sont contre. Parmi les salariés, 64,8% se prononcent en faveur de la nationalisation ou ne se prononcent pas (51% pour, 13,8% sans avis). Même parmi les managers et les professionnels, 33,7% sont pour, bien que 58% s'y opposent, et seuls 8,2% ne**

---

**savent pas.**

Tandis que le gouvernement est aux prises avec la crise qui a submergé la France (voir l'article "[Le gouvernement français désespéré menace de "réquisitionner" les logements vacants](#)"), presque un tiers de la population perçoit la nationalisation comme une solution, et un quart de la population s'en fiche.

Sans les règles européennes qui ont forcé l'ouverture des marchés, dépecé les monopoles nationaux, et introduit la compétition, nombre des plus grandes entreprises françaises seraient encore détenues par l'État. De nombreux vestiges perdurent - dans un pays où les dépenses publiques s'élèvent à 56,3% du PIB, selon le budget 2013.

Air France, par exemple, a été "privatisée", mais même après sa fusion avec KLM, le gouvernement possède encore 18,6% du groupe. Renault a été privatisée en 1996. Le Crédit Lyonnais, une des plus grandes banques de France, était détenue majoritairement par l'État quand elle a frôlé la faillite en 1993 ; elle a été acquise par le Crédit Agricole en 2003. EDF est toujours détenu par l'État et possède, entre autres choses, les 58 réacteurs nucléaires français. Toute suggestion d'homme politique intrépide qui voudrait faire quelques pas vers la privatisation peut déclencher des grèves, et parfois quelques câbles sont mystérieusement coupés. Ne plaisantez pas à propos de privatiser EDF.

France Telecom a été privatisée en janvier 1998 sous le premier ministre socialiste Lionel Jospin. La résistance était énorme, et seul un socialiste pouvait y faire face. Mais ensuite est venue l'offre d'actions. Je vivais en France à cette époque. Cela a fait tout une histoire. Les parts ont été surévaluées pendant des mois. Tout le monde voulait sa part du gâteau. C'était la bulle internet, même en France. L'action a grimpé en flèche. En mars 2000, elle a atteint 219 euros, et les gens se sont sentis riches et intelligents. Elle s'échange maintenant environ à 11 euros. Les suicides d'employés sont devenus un problème. Et le gouvernement en possède *toujours* 27%... et nomme le directeur. Parce que c'est dans l'ADN français.

Mais je ne devrais pas trop pavaner. Dans ma Californie bien aimée, les politiciens taxent comme les Français, comme Chriss Street l'écrit, bien que l'état, comme la France, souffre déjà de fuite des marchés et perd de sa puissance économique. Et maintenant le gouverneur Brown menace dans un scénario catastrophe d'augmenter à nouveau des taxes (Lisez "[Le brillant chantage californien](#)")

***Traduit de l'anglais par Julie Mangematin***

***Article initialement paru sur [Testosterone Pit](#)***